

## **Plus que jamais, la nécessité d'une orientation alternative pour notre parti !**

De nouveau, la résolution tout juste majoritaire portée par les plateformes B et C (<https://npa2009.org/agir/vie-interne/resolution-politique-du-cpn-des-17-et-18-septembre-2016>) n'arme pas le parti pour les mois qui viennent.

Les directions syndicales n'ont, pour la direction du parti, aucune responsabilité dans l'échec du mouvement contre la loi travail. A l'inverse, sous prétexte que Martinez serait apparu comme le principal opposant du gouvernement, il n'est donc pas question de le critiquer ! Cela s'appelle savoir nager à contre-courant... !? Le message qui ressort de ce CPN est donc le suivant : la prochaine fois, il faudra se mobiliser encore davantage. Bien sur ! Pourtant, nos positions ne peuvent être limitées à des appels froids du type « tou.te.s en lutte », « tou.te.s en grève », etc. Notre rôle est d'identifier les obstacles et de proposer des initiatives pour les surmonter, d'intervenir dans des secteurs combatifs, de montrer aux travailleurs et travailleuses notre présence et notre détermination dans l'affrontement avec le gouvernement et le capital. Nous soutenons la proposition de faire du rassemblement Goodyear une priorité pour regrouper les militant-e-s de lutte dans la continuité du mouvement contre la loi travail. À notre avis, cela remet sur le devant de la scène la nécessité d'un courant syndical lutte de classe, porté également par les camarades du regroupement "On bloque tout".

Nos interventions dans les médias ronronnent quelques mesures d'urgence. Cela manque de souffle, cela ne permet pas d'enthousiasmer celles et ceux qui rejettent le « monde de la loi travail » et qui aspirent à une autre société. Le NPA doit oser mettre sur la table un programme transitoire qui articule nos revendications avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme, d'un pouvoir des travailleurs à tous les niveaux. Nous devons expliquer qu'une autre société est possible, et expliquer comment elle pourrait fonctionner. Cessons d'avoir peur d'être ouvertement des révolutionnaires et des communistes ! Le capitalisme en crise est de plus en plus barbare et nous devons expliquer qu'il n'y a pas d'alternative antilibérale aux politiques d'austérité, que ce système n'est pas réformable ; l'expérience Syriza en a fait la démonstration. C'est tout un système et ses institutions qu'il faut abattre.

La candidature de Poutou doit être la candidature de tou.te.s celles et ceux qui ont la rage contre leurs chefs, qui ont la haine contre les flics qui les harcèlent, qui ne supportent plus les bureaucrates, grands et petits, qui nous trahissent. Elle doit porter une contestation globale du système, de l'exploitation capitaliste et de toutes les oppressions.

Nous regrettons vivement que l'ensemble de la plateforme A ne se soit pas rassemblé pour présenter une résolution alternative. Celle-ci aurait pu être majoritaire, compte tenu des doutes d'une partie des camarades de la plateforme B. Mais les camarades de la Fraction l'Étincelle et de DR n'ont pas travaillé avec nous, A&R et le CCR à une résolution alternative. C'est une occasion manquée qui souligne la nécessité de transformer la plateforme A en une tendance communiste révolutionnaire pour gagner la majorité dans le parti. Cela implique de se poser en alternative de direction et de se mettre au travail, pour proposer au parti un programme de transition à la hauteur de la situation et à la lumière de la mobilisation contre la loi travail.

Nous nous félicitons que le CPN ait enfin reconnu les résultats de la Conférence nationale jeunes, mais nous regrettons que le CPN ait refusé la répartition du permanentat décidée par les jeunes du NPA. Tout cela est mesquin et aux antipodes des principes de la société que nous voulons construire, c'est-à-dire l'auto-organisation à tous les niveaux.

**Les élu-e-s de la Tendance Claire au CPN**

# Résolution politique pour le CPN du 17 et 18 septembre

## A – Situation politique

### 1) Une crise persistante et une tendance à la polarisation

A ce stade, le système capitaliste n'a pas réussi à dépasser la crise mondiale ouverte en 2007-2008. Au contraire, l'économie chinoise continue de ralentir et une région qui était à la pointe de la « croissance » mondiale, comme l'Amérique latine, s'enfonce dans la récession. Les profits baissent aux USA depuis fin 2014, ce qui a entraîné (avec un décalage d'un an) une chute de l'investissement ces derniers mois. En Chine, la dette a explosé et le taux de profit a chuté de façon spectaculaire ces dernières années. Une nouvelle explosion ou un nouveau pic de crise peuvent se produire à tout moment. Dans l'Union européenne et singulièrement en France prédomine une situation de croissance faible, où le niveau des taux de profit n'incite pas le patronat à investir. C'est sur cette base que les politiques dites « d'austérité » se poursuivent et s'approfondissent partout, à l'initiative des bourgeoisies et des gouvernements de droite ou de gauche qui les servent, avec leurs effets sociaux dévastateurs.

En France, du « pacte de responsabilité » à la loi Travail, les « socialistes » ont pris en charge cette offensive des classes dominantes en lui faisant franchir un nouveau seuil. Les reculs imposés aux droits et aux conditions d'existence des classes populaires restent cependant, de l'avis des cercles dirigeants patronaux, largement insuffisants. La Commission européenne et le FMI ont publié des études estimant que la loi Travail était un pas dans la bonne direction, mais qu'il faudra faire beaucoup plus. Tous les candidats à la primaire des Républicains – dont le vainqueur aura de fortes chances d'être le prochain président de la République – ont à leur programme la fin des 35 heures, un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite ou encore la systématisation de la primauté des accords d'entreprise. En matière d'attaques patronales et gouvernementales, le pire reste à venir.

Sur cela se greffe l'aggravation des tensions internationales de tout type et, singulièrement en France et en Europe, le conflit avec le dit « Etat islamique » et ses conséquences internes, sur fond de régression et en partie de décomposition sociales – les attentats terroristes, l'islamophobie d'État, l'état d'urgence dont le gouvernement se sert pour tenter de museler les luttes des travailleurs et de la jeunesse.

Sur le plan politique, une résultante est l'accentuation des phénomènes de polarisation – dans le cadre de toutes les confusions politiques qui continuent d'exister, se créent et se recréent. Polarisation principalement à droite, mais aussi à gauche. Une expression spectaculaire de ce phénomène international a été donnée, aux États-Unis, par la victoire de Trump dans la primaire des Républicains et par la percée de Sanders dans celle des Démocrates. Ici elle se traduit, d'un côté, par les niveaux électoraux très élevés du FN et la « radicalisation » des Républicains, de l'autre, dans les intentions de vote en faveur de Mélenchon qui le placeraient devant Hollande à l'élection présidentielle.

Modifier le rapport de forces en faveur des classes populaires et, au-delà, ouvrir à nouveau une perspective révolutionnaire socialiste/communiste, ne passe pas **principalement** par des combats électoraux même si l'on doit participer aux échéances électorales chaque fois que possible – mais par les luttes de classe dans les entreprises et dans la rue. A ce titre, le récent mouvement contre la loi Travail revêt une importance déterminante.

### 2) Le mouvement contre la Loi Travail et la nouvelle situation politique

La mobilisation du printemps dernier est le plus important depuis 2010. Le mouvement a duré plus de 4 mois. Plusieurs fois enterré, il a à chaque fois rebondi. Il n'a certes pas connu l'ampleur des mouvements de 2003 et 2010, mais une avant-garde large de plusieurs dizaines de milliers de jeunes et travailleur/se-s s'est investie dans les Nuits Debout, les grèves reconductibles, les blocages.

Nous avons fragilisé le gouvernement mais nous n'avons pas gagné. Comme en 2003 et 2010, les directions confédérales portent une lourde responsabilité. Si des directions intermédiaires ont tiré le mouvement en avant, Martinez et Mailly (sans parler de la FSU...) ont joué leur rôle pour empêcher la généralisation de la grève. Ils ont laissé la jeunesse se faire réprimer sans réagir. Ils ont laissé les secteurs en grève reconductible s'épuiser sans lancer d'appel à les rejoindre dans la grève, se contentant (comme d'habitude) d'appeler à des journées d'action dispersées. Au début de l'Euro de foot, ils ont clairement indiqué qu'il ne fallait pas le perturber et ont accepté des parcours de manifestation humiliants et cadenassés par les flics.

Mais l'élément déterminant, qui marque un profond changement de situation est le fait que ce mouvement, qui s'est

affronté à un gouvernement « de gauche », a marqué une rupture profonde avec le Parti socialiste de secteurs de masse qui faisaient partie de sa base sociale. Il est symptomatique que pendant ces 4 mois on ait presque pas entendu le FN. Cette rupture ouvre la porte à une radicalisation sur la gauche, à une critique du système capitaliste, aux rêves d'un nouveau monde.

### **3) La conjoncture réactionnaire ouverte cet été**

Si l'été a été logiquement marqué par un reflux de la mobilisation, il a aussi vu le retour de Daesh avec l'attentat de Nice, puis celui de Saint-Etienne-du-Rouvray. Le gouvernement et les classes dominantes n'ont pas manqué l'occasion de reprendre l'offensive en relançant la surenchère sécuritaire et raciste. Elles ont franchi un nouveau seuil cet été avec les arrêtés anti-burkini soutenus par Valls. C'est leur réponse au mouvement contre la loi Travail. De l'affaire montée autour du burkini au matraquage médiatique de ces derniers jours autour de l'attentat qui aurait été déjoué à côté de l'église Notre-Dame de Paris, tout est fait pour diviser la classe des exploités, pour briser les solidarités sous le poids de la peur. En exploitant l'horreur des attentats terroristes, on nous explique désormais 24h sur 24 que les femmes djihadistes sont encore plus radicalisées et dangereuses que les hommes, en diffusant l'idée que derrière chaque femme musulmane portant le voile se trouverait une terroriste potentielle. Le soi-disant universalisme républicain sert de prétexte pour désigner les musulman-e-s comme des corps étrangers à la nation, sommés de prouver qu'ils/elles sont de « bon-ne-s français-e-s » sous peine d'être dénoncé-e-s comme ennemi-e-s intérieur-e-s. En retour, ce racisme d'État nourrit les courants politico-religieux réactionnaires (financés par les régimes réactionnaires du Golfe, de Turquie, etc.). Tout en défendant nos positions propres, nous nous adressons à l'ensemble des organisations antiracistes et du mouvement ouvrier pour construire une mobilisation unitaire large, contre l'islamophobie.

Cette conjoncture réactionnaire s'inscrit dans la nouvelle situation politique ouverte par le mouvement contre la loi travail. Il s'agit d'une situation contradictoire, où des tournants brusques sont à prévoir et où le rôle des anticapitalistes sera capital pour faire en sorte que les phénomènes de rupture avec le PS se concrétisent dans des avancées de la conscience et de l'organisation de notre classe.

### **4) Le 15 septembre, bilan et suites**

La combativité d'une partie de notre classe a imposé à l'intersyndicale nationale une nouvelle date de mobilisation le 15 septembre. Comme on pouvait s'y attendre, elles ont fait le service minimum, en appelant à se (dé)mobiliser « selon des modalités décidées localement (rassemblements, manifestations, grèves, ...) pour obtenir l'abrogation de cette loi ». Elles poursuivent la politique de dialogue social, à tous les niveaux, avec le gouvernement, et refusent donc de rompre avec lui et de s'engager dans une véritable bataille contre lui.

Malgré cela, les manifestations ont regroupé plus de 100 000 personnes en France. C'est insuffisant pour espérer obtenir le retrait de la loi, mais est néanmoins un point d'appui pour poursuivre les mobilisations. Les acteurs du mouvement ne sont ni abattus, ni démoralisés.

Nous devons, sur nos lieux de travail, chercher à construire la mobilisation, en permettant la convocation d'AG pour tirer le bilan de la séquence du printemps, pour définir nos revendications, et pour discuter des perspectives.

Le mouvement contre la Loi Travail a donné lieu à une avant-garde large de jeunes et travailleurs qui pendant 4 mois, voire plus, ont mis toute leur énergie au service de cette lutte et avancent dans leur niveau de conscience. Le rejet du système capitaliste, la compréhension de la centralité de la classe ouvrière et de la nécessité de la grève générale, la nécessité de s'opposer à la politique des directions syndicales, sont des éléments largement partagés. En tant que parti, nous avons une politique spécifique à l'égard de cette avant-garde, en lui proposant des tâches en lien avec les besoins de la classe dans son ensemble. En ce sens l'initiative du 19 octobre à Amiens autour des Goodyear constitue une première échéance qui si elle réussit à imposer la révision de la peine de prison ferme des 8 salariés condamnés, peut donner confiance et relancer une dynamique de mobilisation plus large.

Nous discutons en même temps avec cette avant-garde des questions politiques les plus générales, et essayons de gagner les éléments les plus conscients à nos idées et au parti

### **5) Poursuite des plans sociaux et applications concrètes de la Loi Travail**

Dans un contexte de longue dépression et avec une nouvelle récession qui s'annonce, les annonces de plans de licenciement et de fermetures de site se poursuivent et risquent de s'accroître. Après SFR, c'est au tour du site emblématique d'Alstom à Belfort. En tant qu'anticapitalistes, nous ne faisons pas dépendre le maintien des emplois

à la rentabilité des groupes capitalistes. Il faut bien évidemment exiger la transparence sur les comptes et dénoncer ceux qui se gavent. Mais il ne faut pas laisser croire que les profits sont "famineux" et qu'il suffirait de prendre sur les profits pour maintenir les emplois. Non, La crise du capitalisme est bien réelle, et c'est une crise des profits.

La perspective que nous mettons en avant est celle de l'expropriation, sous contrôle des travailleurs, d'Alstom et de toutes les entreprises qui font des plans de licenciement et ferment des sites. Il faut batailler pour que l'Etat assure la viabilité des sites, en garantissant les débouchés, quitte à s'affranchir des lois de la concurrence capitaliste.

D'autre part, les applications concrètes de la Loi travail ont déjà commencé. Elles vont se poursuivre et permettre aux patrons de combattre les effets de la crise en tentant, sur chaque site, dans chaque groupe, de rééquilibrer leurs profits sur le dos des travailleurs. Ils pourront arguer d'un chiffre d'affaires en baisse ou d'une insuffisance de commandes réelle ou supposée, pour licencier, comme chez Alstom. Ils auront les mains libres pour passer des accords leur permettant de modifier la durée du travail, le mode de rémunération des heures supplémentaires, le nombre de jours RTT (Bouygues). Le NPA sera aux côtés des travailleurs qui se battent contre la mise en pratique de la Loi Travail dans chaque entreprise, en cherchant à faire converger ces luttes.

## **6) Contre la répression**

Le 31 août, la police a embarqué deux dockers CGT du Havre pour les placer en garde à vue au motif de « violence en réunion »... dans le cadre de la manifestation nationale du 14 juin dernier. La riposte n'a pas tardé. Le port a été paralysé par une grève totale jusqu'à la sortie des syndicalistes en fin de journée. Une nouvelle date, le 25 novembre, jour où les deux dockers sont convoqués devant le tribunal correctionnel de Paris, vient donc s'ajouter à l'agenda déjà bien rempli contre la criminalisation de l'action syndicale.

Les Goodyear seront jugés le 19 octobre en appel à Amiens, et les quinze d'Air France comparaitront devant le tribunal correctionnel de Bobigny les 27 et 28 septembre, pour l'affaire de la chemise arrachée.

L'agenda anti-répression, ce sont aussi des dizaines de manifestantEs poursuivis par une justice revancharde qui tente ainsi de faire oublier les violences policières qui se sont déchaînées tout au long de ces quatre mois de mobilisation, c'est Adama Traoré et tou-te-s les jeunes tués par la police dans les quartiers populaires.

Le NPA s'engage dans la construction d'une riposte large et unitaire contre l'escalade répressive.

## **7) Contre l'impérialisme et le racisme, en défense des migrants**

Au nom de la « lutte contre le terrorisme », le gouvernement poursuit sa dérive sécuritaire et raciste pour nous faire taire et nous diviser. C'est pourquoi la lutte contre toute forme de stigmatisation des personnes frappées par le racisme, contre le chômage et la misère qui s'installent dans les quartiers populaires, ainsi que contre les interventions militaires de l'impérialisme français qui engendrent le terrorisme sont un axe central de notre politique. Car le terrorisme s'appuie aujourd'hui d'abord et avant tout sur le sentiment de revanche par rapport aux guerres menées dans le Moyen Orient, ainsi que sur les fractures profondes de la société française elle-même (chômage de masses et pauvreté dans les quartiers populaires, manque de perspectives pour la jeunesse, stigmatisation des populations frappées par le racisme). Les seuls moyens efficaces de combattre le terrorisme, de s'attaquer à ses racines, c'est d'arrêter les guerres au Moyen-Orient et de résoudre les questions sociales qui nourrissent la capacité d'attraction de certain-e-s jeunes par Daesh.

Le drame des migrants focalise lui-aussi les conséquences insupportables de cette politique guerrière et sécuritaire. Les milliers de réfugiés morts dans Méditerranée, la situation insupportable en Grèce ou à Vintimille, les manifestations hostiles aux migrants à Calais, l'incendie en Essonne d'un centre d'accueil qui venait juste d'être ouvert, les progrès des préjugés xénophobes en Europe en Allemagne en particulier, en sont autant d'illustration. Nos réponses à ce drame sont simples : arrêt de toutes les interventions impérialistes qui touchent e premier lieu les populations civiles, solidarité à l'égard des victimes, ouvertures de toutes les frontières, liberté de circulation et accueil des réfugiés.

## **B - Quel profil politique pour la campagne politique et électorale du NPA de 2016-2017 ?**

Dans cette situation, nos idées anticapitalistes et révolutionnaires peuvent trouver un écho. Notre campagne doit porter la voix de ceux qui se sont battus dans la rue durant 4 mois contre la Loi Travail « et son monde ». Nous pouvons en effet parler un langage dans lequel de larges secteurs de notre classe pourraient se reconnaître, en partant à la fois de ce qui s'est exprimé dans la mobilisation et d'idées-clés de notre programme.

A l'heure actuelle, Mélenchon, tout comme Montebourg, Hamon ou Duflot apparaissent en décalage avec les aspirations qui se sont exprimés dans la mobilisation. Cependant, il n'y a rien d'automatique à ce que le sentiment de rejet du PS se polarise autour d'un programme anticapitaliste. En cette période de longue dépression économique, nous combattons toutes les illusions réformistes et populistes d'une relance du capitalisme grâce à une politique « antilibérale ». Notre campagne doit expliquer en des termes clairs et populaires que négocier avec la classe dirigeante et avec l'UE comme l'a fait Syriza est une impasse et qu'il faut au contraire s'affronter au pouvoir des capitalistes par la mobilisation de notre camp social.

### **1) Contre le chômage et la précarité, s'attaquer à la toute-puissance patronale**

Le chômage de masse est un fléau social engendré par la crise du capitalisme. Le patronat n'a en outre aucun intérêt à s'y attaquer : priver des millions de femmes et d'hommes d'emploi est un puissant levier pour faire pression sur les salariés au travail pour qu'ils acceptent les salaires de misère et les mauvaises conditions de travail.

Au chômage de masse, nous opposons l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail, le droit de vivre de son travail indépendamment du bon vouloir des employeurs. Pour avoir le temps de vivre, de se cultiver et avoir la possibilité de s'organiser pour reprendre en main nos affaires, nous revendiquons la baisse drastique du temps de travail. A l'aliénation au travail, nous opposons le contrôle des travailleurs sur les cadences, les conditions de travail. Nous expliquons que toutes ces aspirations exigent la fin du pouvoir patronal sur l'économie, et donc la nécessité d'exproprier les grands groupes capitalistes, la socialisation des moyens de production, la planification démocratique de l'économie pour satisfaire les besoins, en rupture avec le productivisme destructeur de la planète. Nous expliquons qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité et à la destruction de nos acquis sociaux sans rupture avec les institutions capitalistes, tant nationales qu'européennes. Nous devons prendre le contrôle des moyens de production. Nous devons rompre avec les marchés capitalistes internationaux.

### **2) Contre le racisme, pour l'égalité réelle !**

Notre parti, notre campagne doivent être clairement perçus comme s'opposant explicitement à l'offensive réactionnaire actuelle, à commencer par la déferlante raciste. Le profil anti-islamophobe de notre campagne doit être sans ambiguïté : nous défendons les musulmanEs et toutes celles et ceux qui sont assimilés à cette croyance religieuse en raison de leur origine ou couleur de peau qui sont visés par une campagne de plus en plus violente. Contre les attaques islamophobes qui se font souvent au nom de la laïcité, nous expliquons que la laïcité ne consiste pas à interdire le port de signes religieux dans l'espace public : elle consiste à séparer l'État de toutes les institutions religieuses pour permettre la liberté de conscience de chacun.

Nous menons une bataille aussi acharnée contre toutes les formes de racisme, dont l'antisémitisme et le racisme anti-Roms, qui jouent un rôle particulièrement pernicieux même si les projecteurs sont moins braqués dans cette direction. Nous bataillons également contre la tentative actuelle de réhabilitation du colonialisme.

La bataille frontale contre toutes les oppressions doit être visible dans notre campagne, les luttes sur ce terrain doivent être popularisées tout en mettant l'accent sur les manières dont notre classe peut donner ses propres réponses à ces oppressions. Nous tentons à la fois de donner cette visibilité et de lier les luttes sociales et les luttes contre les oppressions. En un mot une approche lutte de classe de la lutte contre les oppressions. La révolte contre les oppressions peut nourrir l'aspiration au socialisme, en particulier dans la jeunesse qui a commencé à prendre le chemin de la lutte.

Les grandes puissances comme la France bombardent, pillent et soutiennent les pires dictatures, puis elles pourchassent les réfugiés qui fuient la misère que nos dirigeants ont semée. Il est urgent de mettre fin à cette politique barbare et d'imposer la liberté de circulation et d'installation. L'égalité complète en droits passe évidemment par la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, la surexploitation honteuse des travailleuses et travailleurs immigrés, et la chasse faite à leur enfants et leurs familles.

S'attaquer au racisme c'est aussi abolir toutes les lois et tous les arrêtés racistes, en particulier islamophobes (loi de

2004, loi « anti-Burqa »...), qui visent à stigmatiser et à diviser. C'est aussi mettre en cause la police, l'une des institutions qui jouent un rôle-clé dans la perpétuation du racisme : il faut dissoudre la BAC et désarmer la police. Tous les policiers-tueurs doivent être emprisonnés, l'impunité policière doit cesser.

A l'inverse de toutes les idéologies qui visent à enfermer les femmes dans un rôle social rétrograde, nous défendons le droit des femmes à disposer de leurs corps : avortement, contraception, libres gratuits et accessibles ! Cela passera par des réouvertures massives de centres IVG et de maternités. Dans la rue comme au travail, l'égalité réelle doit prévaloir, ce qui signifie qu'à travail égal, il faut un salaire égal. Des moyens conséquents doivent être mis à disposition de la lutte contre les violences faites aux femmes, avec notamment l'ouverture massive de centres d'accueil d'urgence pour femmes battues.

L'égalité en droits, c'est l'égalité jusqu'au bout pour les LGBT : nous exigeons la PMA pour toutes les femmes, y compris les lesbiennes. L'égalité doit être complète concernant l'adoption, la parentalité, ainsi que le droit de donner son sang et ses organes. Les transsexuelEs doivent pouvoir changer d'état-civil et/ou le numéro de Sécu, sans passer par un parcours psychiatrique, par une opération chirurgicale ou une stérilisation et les intersexuéEs ne doivent pas être mutiléEs à la naissance pour les faire correspondre à un sexe ou un autre.

### **3) Contre la précarité dans la jeunesse, contre l'ordre moral, le racisme et la repression**

L'arnaque "socialiste" au gouvernement aura au moins eu le mérite de provoquer une maturation politique dans la jeunesse, pour laquelle la loi travail a servi de détonateur. La crise et la manière dont les classes dominantes l'ont déchargée sur la population pèse largement sur les jeunes, avec l'explosion du chômage, des boulots précaires et des sous contrats (stages, emplois d'avenir, maintenant service civique obligatoire...), sans compter que les intérimaires sont les premières victimes des PSE. Sur les facs et les lycées, les coupes budgétaires se combinent avec la hausse des effectifs pour créer une situation intenable en ce qui concerne les conditions d'études et de vie des jeunes scolarisés, qui sert elle même d'argument pour avancer sans cesse plus vers des cursus sélectifs et payants.

Le gouvernement et avec lui toute la classe politique dominante accompagne cette extension drastique de la précarité d'un encadrement toujours plus répressif de la jeunesse. Encadrement idéologique, avec le système de délation mis en place dans l'éducation nationale au nom de la lutte contre la "radicalisation" et la participation active de la grande majorité des universitaires au climat actuel. Encadrement policier, avec une présence obsédante devant les établissements, dans les quartiers, et dans les manifestations. L'assassinat d'Adama Traoré a à nouveau mis en lumière les violences d'État dont sont victimes les jeunes frappés par le racisme. La campagne de Philippe Poutou aura un volet d'adresse spécifique à la jeunesse, dont de larges secteurs se sont soulevés contre la loi travail et son monde. Les contours de ce volet et ses axes de programme seront définis par le secteur jeune, à partir du secrétariat national jeune d'octobre.

### **4) Contre la barbarie de ce monde en guerre, un programme anti-impérialiste**

Les attentats de ces deux dernières années et l'engagement de jeunes dans les rangs de Daesh a montré à quel point la logique de guerre sans fin dans laquelle nos dirigeants plongent le monde n'épargnera aucune région du globe. La classe dirigeante mène en effet une vaste guerre contre les travailleurs et contre les peuples, au nom de la croisade contre le terrorisme : bombardement, occupations, assassinats par drones, ventes massives d'armes, viols, torture... elle mène une politique terroriste à grande échelle qui fait de la guerre le quotidien de centaines de millions de personnes.

La guerre est une composante essentielle de la politique de la bourgeoisie française qui a multiplié les interventions militaires sous Hollande, et c'est au nom de cette guerre que le gouvernement a instauré un état d'urgence permanent qui met en cause nos droits démocratiques. La présence de l'armée française en Afrique en particulier est indispensable au maintien de son rang de grande puissance, tout comme sa maîtrise de la filière nucléaire. Nous devons stopper les interventions françaises au Moyen-Orient et en Afrique et exiger le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient. La France se présente comme le gendarme du monde libre mais ne fait que défendre ses intérêts par les guerres et la rapine. L'arrêt du pillage par les multinationales et des ventes d'armes aux régimes réactionnaires sont indispensables pour stopper cette dynamique de guerre, dynamique qui fournit un terreau favorable au développement des courants ultra-réactionnaires comme Daesh.

Nous exprimons notre soutien sans faille aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment pour les Palestiniens et les Kurdes, ainsi que le soutien aux luttes dans les colonies françaises (Guadeloupe, Martinique, Kanaky, Corse...). Nous devons développer les liens avec les forces révolutionnaires dans tous les pays, en particulier ceux exploités et opprimés par la France. Seul un pôle révolutionnaire, anti-impérialiste et anti-raciste présent dans le monde occidental et dans les pays dominés par l'impérialisme peut saper l'influence des courants réactionnaires et intégristes en montrant que la lutte à mener n'est pas entre communautés mais entre les classes, et en redonnant l'espoir en la possibilité d'une autre société.

## **5) Un programme écologiste anticapitaliste**

L'écologie constitue à la fois un terrain de lutte contre le gouvernement, contre la classe dirigeante et une question qui pose des problèmes politiques d'ensemble essentiels pour l'avenir de l'humanité. La plus grande crise à la laquelle l'humanité a été confrontée jusqu'à maintenant a été créée par l'économie capitaliste globale basée sur les énergies fossiles. Les demi-mesures de l'accord de la COP 21 l'an dernier sont totalement insuffisantes pour stopper le réchauffement climatique, menant droit à une catastrophe pour les générations futures. Nous défendons la sortie du nucléaire. Nous voulons plus largement déclarer l'urgence climatique et lancer un programme massif en vue de la conversion vers le 100% d'énergies renouvelables. Cela suppose une restructuration planifiée démocratiquement de l'économie, subordonnant la production aux besoins sociaux et à la préservation de l'environnement.

## **6) Contre les lois liberticides et la caste politicienne, imposer notre démocratie**

Avec l'État d'urgence et son cortège de lois liberticides, Hollande a imposé un grave recul des droits démocratiques : perquisitions, assignations à résidence, interdiction de manifestation, mais aussi surveillance potentiellement généralisée de la population par l'espionnage d'internet... Nous exigeons la levée définitive de l'état d'urgence et l'abrogation de toutes les lois sécuritaires et liberticides, ainsi que la libération et l'acquittement de tous les militants et militantes du mouvement sur la Loi Travail, tous les prisonniers politiques

De plus, l'utilisation répétée de l'article 49.3 de la Constitution a symbolisé pour beaucoup la dérive autoritaire du gouvernement, prêt à passer en force alors qu'il était clairement minoritaire dans l'opinion et même à l'Assemblée. Assemblée elle-même composée par une véritable « caste » de politiciens professionnels remplis de privilèges et dans leur immense majorité engagés au service de la minorité exploitée avec laquelle ils partagent ce mode de vie. Nous exigeons la rémunération de tous les élu(e)s au niveau d'un salarié qualifié. Tous les élus qui ne respectent pas leur mandat doivent être rappelés par celles et ceux qui l'ont élu.

Contre cette justice de classe qui condamne sans preuves les militants et acquitte les vrais criminels, les juges et magistrats doivent être eux aussi élus.

## **7) Faire renaître l'espoir en une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions**

Derrière la loi Travail et les différents projets gouvernementaux et patronaux, c'est toute une réorganisation du monde qui est en marche et qui touche à tous les aspects de la vie, des grandes questions internationales aux choses du quotidien.

Des millions de jeunes et de travailleurs comprennent que la Crise avec un grand C, ce n'est pas seulement à cause de tel ou tel dirigeant mais qu'il existe un problème de fond dans ce système. La crise écologique met en évidence la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et d'une planification de l'économie.

Nous défendons la nécessité d'une autre société, débarrassée de l'exploitation et des oppressions, à partir de la socialisation des moyens de productions, de communications et d'échange.

Une société sans classes sociales, où le « libre développement de chacun serait la condition de développement de tous », qui bannirait la guerre et toutes les formes d'inégalités, qui libérerait le genre humain de la pénurie et de la nécessité de toutes les formes de travail harassantes et dégradantes, c'est ce que nous appelons le communisme.

## **8) Pour changer la société, prendre parti, et s'organiser**

Pour imposer ce programme anticapitaliste, pour renverser cette société capitaliste, nous avons besoin de nous organiser. Nous avons besoin de syndicats combatifs, de comités et coordinations de lutte, mais aussi d'un parti qui soit aussi fidèle aux intérêts des jeunes et des travailleurs que le gouvernement est fidèle aux intérêts du MEDEF. Un parti qui regroupe toutes celles et ceux qui ont cherché lors du mouvement contre la Loi Travail et son monde, à aller vers un affrontement d'ensemble avec le gouvernement et qui sont convaincus de la nécessité de renverser ce système. Un parti qui se donne l'objectif du pouvoir des travailleurs, du communisme. La campagne de Philippe Poutou peut-être une première expérience de militantisme politique commun dans cette perspective. C'est pourquoi nous voulons l'ouvrir à la participation de militants combatifs et sympathisants de nos idées, organiser des comités de campagne larges de façon à porter tous ensemble la voix des exploités pour en finir avec le capitalisme et bâtir un nouveau monde.